

partie des forces armées ou employés aux industries de guerre de reprendre leur place dans l'économie ordinaire du pays. Si beaucoup de gens avaient été incapables de se trouver de l'emploi, le pouvoir d'achat en aurait été grandement diminué.

Mais, pour une raison ou pour une autre, on est passé du pied de guerre au pied de paix sans que le chômage augmentât pour la peine. L'un des éléments qu'on n'avait sans doute à peu près pas prévu, a été, de façon générale, la confiance extraordinaire des hommes d'affaires à l'égard de l'avenir du pays. Je m'étonnais parfois de constater que des hommes d'affaires pratiques envisageaient la possibilité d'entreprendre de vastes programmes nécessitant des mises de fonds, tout en tenant compte du niveau des prix auxquels il faudrait effectuer ces dépenses. Mes collègues savent que, depuis quelques années, les immobilisations, bien que n'étant pas totalement affectées à l'expansion industrielle, ont de beaucoup dépassé trois milliards et demi de dollars par année. Nous avons donc bénéficié de dépenses ininterrompues en immobilisations; à cela s'ajoutent les dépenses effectuées à l'égard de diverses entreprises des administrations fédérale, provinciales et municipales. La confiance extraordinaire que nous avons observée après la guerre est à la base du vaste programme de mise en valeur dont les avantages immédiats ont été considérables et qui a assuré l'avenir du pays. Tandis que la demande augmentait, les diverses sources d'approvisionnements devenaient plus restreintes. Règle générale, on obtient les biens et services de deux sources: la production nationale et l'importation. Pour ce qui est de la production nous y sommes allés à fond de train. Sauf certaines exceptions peu importantes, presque toutes les entreprises de production du pays ont fonctionné à plein rendement.

La situation n'a pas été aussi facile dans le domaine de l'importation. Pendant un an et demi, après 1945, les fortes importations canadiennes en provenance des États-Unis ont amené le déséquilibre entre nos importations et nos exportations. Il en est résulté une crise qui a obligé à imposer des régies et des restrictions à l'égard du change. J'avoue que le volume de nos importations en provenance des États-Unis n'était guère plus élevé en 1946 et 1947 qu'il ne l'est aujourd'hui; mais l'écart venait de ce que le volume de nos exportations sur les États-Unis était plus faible.

En novembre 1947, nos réserves de produits ouvrés ont gravement diminué par suite de l'imposition des régies, des restrictions et, dans certains cas, de l'interdiction totale des importations en provenance des États-Unis.

Nous nous trouvions en face d'une demande de plus en plus grande de denrées, d'une part, et, d'autre part, de restrictions sévères à l'égard des importations, parce que, pour une raison ou pour une autre, les pays européens n'étaient pas en mesure de nous fournir les approvisionnements dont nous avions besoin. Au cours de cette période, la concurrence n'a réellement jamais eu libre jeu. La demande à l'égard des denrées disponibles était sans doute aussi vive que durant le conflit, mais l'offre est demeurée limitée.

Où nous mènera la situation actuelle? Pendant cinq ans le niveau des prix a grimpé de cinquante points, soit en moyenne dix points par année. Par le temps qui court rien n'est assujéti aux régies, sauf les loyers. Au moins en ce qui regarde les régies d'État, la concurrence est libre. Où en serons-nous dans cinq ans? Pour qu'on puisse répondre de façon satisfaisante, il faudra accroître nos moyens de production au pays et notre capacité d'importation. A l'heure actuelle, deux difficultés entravent l'importation comme élément de réduction du coût de la vie. D'abord les tarifs douaniers ou autres restrictions artificielles aux importations en provenance du pays le mieux en mesure de nous les fournir, c'est-à-dire les États-Unis. Puis il y a le problème du dollar avili, qui exerce le même effet que le tarif des douanes en accroissant le prix de revient. Il n'est guère facile d'indiquer les autres éléments qui entrent en ligne de compte. Je m'en souviens, quand il y a un an j'ai annoncé à la Chambre la dévaluation du dollar canadien, j'ai signalé que j'approuvais la mesure prise par le gouvernement, vu que dans les circonstances elle était probablement inévitable. Je regrettais toutefois qu'il fallût l'adopter, car elle contribuerait, à mon sens, à augmenter nos frais.

Notre pays traverse actuellement une période très difficile qui évolue sans cesse et qui influera puissamment sur notre économie. Dernièrement, quand on a comparé les salaires en vigueur ici avec ceux qui avaient cours aux États-Unis, on n'a jamais manqué de soutenir que, si les salaires au Canada étaient inférieurs, le coût de la vie l'était également, du moins à l'égard des produits agricoles. Même quand on concédait que des produits ouvrés tels les automobiles et les appareils électriques, pouvaient s'acheter à meilleur marché aux États-Unis, on soutenait que les prix des produits agricoles de base y étaient plus élevés. C'était probablement vrai dans une large mesure: le prix de ces denrées au pays se fondait surtout sur ceux qui régnaient sur les marchés d'Europe où l'on exportait la plupart de nos produits. Que le raisonnement fût logique ou non, on